

La CGT souligne que la formation à la soudure à Montluçon était source d'emploi car le métier est en tension. Photo Florian salesse

L'Afpa de Montluçon fait partie des 30 centres de formation menacés de fermeture. La CGT s'y oppose, évoquant un plan « purement financier » sans souci des populations locales.

florence.farina@centrefrance.com

Après un premier plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé en 2018, l'Agence pour la formation professionnelle des adultes (Afpa) continue d'être confrontée à des difficultés, comme tout le secteur de la formation professionnelle. Le président du conseil d'administration, Jean-Marie Marx, et le directeur général de l'Afpa, Michaël Ohier, ont annoncé un nouveau PSE le 15 septembre. Trente centres sont menacés de fermeture dont celui de Montluçon, le seul de l'Allier. Huit cent soixante-sept postes devraient être supprimés.

Sur les 18 emplois que compte le centre de Montluçon, seuls trois salariés devraient être conservés dans le cadre d'une antenne rattachée au centre de Beaumont (Puy-de-Dôme). Avec la fermeture du centre du Puy-en-Velay (Haute-Loire), Beaumont devrait d'ailleurs être la dernière structure Afpa de l'ancienne région Auvergne.

Comme elle s'était opposée au PSE de 2018, la CGT s'insurge contre ce nouveau plan social. « C'est un plan purement financier. Nos ministères de tutelle *[le ministère du Travail et le ministère des Finances, NDLR.]* veulent faire des économies. Or l'Afpa est un service public d'utilité sociale. Elle est là pour contribuer à un accès égal sur l'ensemble du territoire aux services publics de l'emploi et de la formation professionnelle », pointe Hamdi Habita-Messad, secrétaire régional CGT Afpa en Auvergne Rhône-Alpes.

«On travaille avec l'humain, des personnes que l'on doit insérer ou réinsérer »

Le syndicat met en avant l'importance du maillage territorial de l'Afpa face à l'extrême fragilité des publics qu'elle forme.« L'Afpa n'est pas n'importe quel organisme. On est là pour l'égalité des chances. On travaille avec l'humain, des per- sonnes que l'on doit insérer ou réinsérer. C'est comme l'hôpital, on n'a pas à être rentable. »

La CGT s'oppose d'autant plus à ce deuxième PSE qu'elle estime qu'il sera comme le premier : uniquement sur des réductions de personnel et de centres sans une réflexion sur les formations et leur corrélation avec les territoires. « Il y a des besoins spécifiques sur les différents territoires. À Montluçon, les métiers de la chaudronnerie et de l'usinage sont en tension. Il y a besoin de soudeurs un peu partout. Il y avait à Montluçon un plateau de soudure qui était une référence. Pourquoi en 2018, on n'a pas pris le temps de voir ce qui était faisable en fonction des besoins ? Quand le PSE a été fait en 2018, on n'a pensé qu'aux partants et pas aux gens qui restaient.
L'Afpa n'a cessé d'évoluer en fonction des demandes. Les salariés travaillent en mode dégradé. Ce qui occasionne de grandes souffrances », met en avant Hamid Habita-Messad.

L'autre source d'inquiétude du secrétaire régional est que non seulement Beaumont devrait être le seul centre Afpa en Auvergne mais que lui aussi va perdre cinq postes. Il renchérit : « Ce second PSE est sur la même lignée que le premier et aura les mêmes conséquences : on ne fait que réduire le nombre de centres, de salariés et de formations. La CGT a voté contre le contrat d'objectifs et de performance 2026-2029 en avril car elle demande un contrat d'objectifs, de moyens et de performance ».

Contactée, la préfecture de l'Allier n'a pas répondu à nos sollicitations.